

[Texte]

will aggressively push our own government to ensure that agenda remains open.

Secondly, I think making a specific commitment to put together a working party to deal with the dumping issue, which is another very important element of trade remedy laws, is a step in the right direction. For a long time we have been arguing Canada and the United States should be bound by a common law on competition policy and we should not have dumping. So I don't accept there has been a step backward. I think it has been a step forward.

Mr. Langdon: That's not what's agreed in NAFTA. There is no suggestion we will be moving toward a common competition policy.

Mr. d'Aquino: No, no, but the parties have said they will put together a joint committee to work toward that goal. That's what the NAFTA says, and we are delighted it's in there. It's something we strongly urge the parties to say.

Mr. Langdon: But, again, that's without any deadlines or commitments.

Mr. d'Aquino: Well, that's without any deadlines. I mean, when the architects of the Treaty of Rome sat down in Rome in the mid-1950s, they didn't have a lot of deadlines either and look where they are today.

Mr. Langdon: That is about to collapse.

Mr. d'Aquino: With regard to your second point on energy, I know your party and the BCNI have always had a very fundamental disagreement on the energy question, so I'm not surprised you would make the point you have. You see, we have always believed the provisions in the FTA were not negative, but positive provisions. Canada has oil and particularly gas in abundance. Jobs depend on taking that natural resource out of the ground and exporting it. You are not going to export it to distant parts of the world. You have to export it to the most important market you have.

Therefore, the agreement within the FTA in terms of security of access and supply was a good trade-off. We have no apologies to make for that whatsoever. Those who have jobs and investments in the oil and gas industry would not disagree with what I have just said. I think you should pay some attention to what they have to say, particularly when we are facing 12% unemployment.

The second issue is Mexico is not a party to the IEA, the International Energy Agreement. I thought you would be supportive of the IEA and the principle that in times of great crisis, countries should share. I take you back to the details of the FTA. Sharing does not mean Canada will do without. It means supply contracts will be honoured. That is good business and it is certainly good diplomacy in times of great crisis.

[Traduction]

milieux d'affaires canadiens exerceront de fortes pressions sur notre propre gouvernement pour qu'il demeure actif dans ce dossier.

Deuxièmement, on s'est engagé spécifiquement à mettre sur pied un groupe de travail qui s'attaquera à la question du dumping. C'est un autre élément très important des recours légaux en matière commerciale, et c'est un pas dans la bonne direction. Depuis longtemps, nous soutenons que le Canada et les États-Unis devraient être liés par une législation commune sur la politique de la concurrence et que nous ne devrions pas permettre le dumping. Par conséquent, je conteste votre affirmation selon laquelle nous avons fait marche arrière. Au contraire, je pense que c'est un progrès.

M. Langdon: Ce n'est pas ce sur quoi on s'est entendu dans l'ALÉNA. Il n'y est pas question de progresser vers une politique de concurrence commune.

M. d'Aquino: Non, non, mais les parties ont dit qu'elles mettraient sur pied un comité conjoint qui s'attaquerait à cet objectif. C'est ce que l'on dit dans l'ALÉNA, et nous en sommes ravis. Nous avons fortement incité les parties à le dire explicitement.

M. Langdon: Mais là encore, il n'y a aucun engagement, aucun échéancier.

M. d'Aquino: En effet, il n'y a pas d'échéancier. Quand les architectes du traité de Rome se sont réunis à Rome au milieu des années cinquante, ils n'ont pas non plus fixé de délai précis, et voyez où ils en sont aujourd'hui.

M. Langdon: C'est sur le point de s'effondrer.

M. d'Aquino: Quant à votre deuxième point, au sujet de l'énergie, je sais que votre parti et le Conseil canadien des chefs d'entreprises ont toujours été fondamentalement en désaccord sur la question énergétique, de sorte que votre argument ne m'étonne pas. Voyez-vous, nous avons toujours cru que les dispositions de l'ALÉ n'étaient pas négatives, mais positives. Le Canada possède du pétrole et, surtout, du gaz en abondance. Il faut extraire du sol cette richesse naturelle et l'exporter; des emplois en dépendent. On ne va pas l'exporter à l'autre bout du monde. Il faut bien l'exporter vers le marché le plus important qui est à notre porte.

Par conséquent, l'entente conclue dans le cadre de l'ALÉ relativement à la sécurité des approvisionnements et à l'accès au marché était un bon compromis. Il n'y a pas de regret à avoir à ce chapitre. Ceux qui ont des emplois et des investissements dans le secteur du pétrole et du gaz abondent dans mon sens. Je trouve que vous devriez leur prêter l'oreille, surtout quand le taux de chômage est à 12 p. 100.

Deuxièmement, le Mexique n'est pas partie à l'Accord relatif à un programme international de l'énergie. J'aurais cru que vous seriez partisan de cet accord et que vous accepteriez le principe voulant qu'en temps de crise, les pays devraient partager leurs ressources. J'en reviens aux détails de l'ALÉ. Le fait de partager ne veut pas dire que le Canada sera dépourvu. Cela veut dire que les contrats d'approvisionnement seront respectés. C'est bon sur le plan des affaires, et c'est assurément de la bonne diplomatie en temps de crise grave.